

Brochure n° 3026

Convention collective nationale
IDCC : 2728. – SUCRERIES, SUCRERIES-DISTILLERIES
ET RAFFINERIES DE SUCRE

ACCORD DU 17 MARS 2011
RELATIF AUX NÉGOCIATIONS ANNUELLES OBLIGATOIRES POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1150566M
IDCC : 2728

CHAMP D'APPLICATION

Le champ d'application du présent accord correspond à celui de la convention collective des sucreries, sucreries-distilleries et raffineries de sucre du 31 janvier 2008 (IDCC : 2728) qui règle en France métropolitaine les rapports de travail entre :

- d'une part, les employeurs dont l'activité relève d'une des activités énumérées ci-après ;
- d'autre part, les ouvriers, employés, agents techniques, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres employés dans une entreprise dont l'activité principale est une des activités énumérées ci-après.

La convention collective engage toutes les organisations syndicales d'employeurs – syndicat national des fabricants de sucre de France (SNFS) et chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France (CSRCSF) – et toutes les organisations syndicales représentatives de salariés, signataires ou qui, ultérieurement, y adhèreraient.

Le critère d'application de la présente convention collective est l'activité principale réellement exercée par tout ou partie de l'entreprise ou de l'établissement.

Le code NAF attribué par l'Insee (actuellement 10.81Z, anciennement 15.8H) ne constitue qu'une simple présomption.

Sont visées les activités de sucrerie, sucrerie-distillerie, raffinerie de sucre.

Elle s'applique également aux salariés occupés :

- dans les établissements annexés aux entreprises relevant de la présente convention collective et ayant un caractère nettement secondaire par rapport à l'objet principal de l'activité de l'entreprise à laquelle ils sont rattachés ;
- dans les filiales, essentiellement liées à une société dont l'activité principale est visée par la présente convention collective, ne relevant pas d'une autre convention collective.

Elle ne s'applique pas au personnel relevant des exploitations agricoles des sucreries ou sucreries-distilleries.

PRÉAMBULE

Conformément à l'article 9.106 de la convention collective nationale du 31 janvier 2008 le SNFS et la CSRCSF ont ouvert les négociations sur les minima conventionnels, sur les autres thèmes visés par la législation en vigueur ainsi que sur l'examen de la conformité de la convention collective en regard des évolutions des dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles qui pourraient avoir des impacts sur sa rédaction.

En réponse aux revendications présentées par les organisations syndicales à l'occasion de la première réunion et des débats qui ont suivi lors des réunions suivantes, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations

(Evolution de la grille des rémunérations de la grille de la convention collective nationale du 31 janvier 2008.)

1.1. Barème des minima

Le barème des minima (annexe III de la convention collective) est majoré de + 2 % au titre de l'année 2011 dans les conditions prévues à l'article 6 du présent accord.

Il figure en annexe du présent accord.

Article 2

Rémunérations

(Evolution des éléments de la convention collective liés aux rémunérations, dans les conditions prévues à l'article 6 du présent accord.)

2.1. Primes de panier

Le montant des primes de panier est revalorisé selon la règle fixée par l'article 9.203 de la convention collective et est porté à un montant de :

- 5,10 € pour la nuit de 8 heures ;
- 6,43 € pour la nuit de plus de 8 heures.

Ce montant sera porté à l'annexe III de la convention collective.

2.2. Prime de vacances

La prime de vacances prévue à l'article 9.207 de la convention collective bénéficie d'une revalorisation exceptionnelle et est portée à un montant de 440 € (soit + 10 %).

Ce montant est applicable à la prime versée au titre des congés pris en 2011.

2.3. Prime d'ancienneté

Les montants annuels figurant sur le barème des primes d'ancienneté (annexe IV de la convention collective) sont modifiés pour tenir compte de l'augmentation générale des rémunérations de 2 %.

Le barème figure en annexe du présent accord.

2.4. Travail dimanche et jours fériés

L'indemnité prévue à l'article 9.205 de la convention collective est portée à 55 %.

2.5. Travail le jour de l'An

La règle d'attribution de la majoration spécifique de 100 % pour travail le jour de Noël est étendue au travail le jour de l'An.

L'article 9.206 sera modifié avec la création d'un alinéa 2 nouveau, selon les termes suivants :

Celle du jour de l'An est attribuée aux postes suivants :

- poste de la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier ;
- poste du matin du 1^{er} janvier ;
- poste de l'après-midi du 1^{er} janvier ;
- poste de la nuit du 1^{er} au 2 janvier.

L'ancien alinéa 2 qui confiait à l'entreprise le soin de préciser l'application de cette mesure est supprimé, les postes étant ainsi définis au niveau conventionnel.

Article 3

Emploi

3.1. Emploi des jeunes

Afin de répondre à la demande de modification du niveau d'emploi des jeunes en alternance en le plaçant à 4 % des salariés de chaque société mais aussi de prendre en compte l'environnement nécessaire à la réussite d'un tel engagement, les parties conviennent de modifier l'article 12.201 de la convention collective du 31 janvier 2008 comme suit :

« Le SNFS et la CSRCSF s'engagent à soutenir la politique d'embauche en alternance conduite par les entreprises en faveur des jeunes, de telle sorte que ces contrats représentent au minimum 4 % des salariés de chaque société, l'effectif étant calculé en équivalent temps plein.

Ce taux est ramené à 3 % pour les entreprises ou établissements dont l'environnement ne serait pas compatible avec une telle obligation (absence d'établissement de formation proche du site ou dont les domaines de formation ne seraient pas adaptés, absence de moyens de transport en commun, capacité d'accueil du site). »

3.2. Groupe de travail emploi

Conformément à l'article 6 du protocole d'accord relatif à la négociation annuelle 2010, le groupe de travail emploi se réunira au SNFS le 18 mai 2011. Un compte rendu sera fait lors de la réunion de la COPANIEF en juin 2011.

Toutefois, afin de tenir compte de l'avancement de la date de la NAO 2011, le résultat de ce travail sera présenté en commission paritaire nationale à l'occasion d'une des réunions de la négociation annuelle 2012.

Article 4

Convention collective

(Mise à jour de la convention collective du 31 janvier 2008.)

4.1. Indemnité de départ à la retraite. – Modification de l'annexe X

Afin de répondre à la demande d'harmonisation des indemnités de départ à la retraite des ouvriers et employés ainsi que des agents de maîtrise et techniciens sur celles des cadres, l'annexe X à la convention collective du 31 janvier 2008 est modifiée.

Les écarts actuels entre chaque catégorie et celle des cadres seront réduits de moitié pour les indemnités qui seront versées à la date d'application du présent accord.

Le nouveau barème de l'annexe X figure ci-après en annexe du présent accord.

4.2. Révision des salaires et négociation annuelle

Le 2^e paragraphe de l'article 9.106 est modifié comme suit :

« Avant la première réunion, chaque organisation syndicale adresse au SNFS et à la CSRCSE ses revendications dans un délai compatible avec leur étude par leurs services.

Lors de la première réunion et à l'occasion de la ou des réunions suivantes, la délégation des employeurs fait part de sa position sur chacune des revendications et présente ses propositions dans le cadre de cette négociation. Il sera notamment fait mention de la manière dont les accords seront conclus (accord indépendant, avenant à la présente convention collective ou autre mode). »

Article 5

Dépôt

Chaque organisation signataire est pourvue d'un exemplaire du présent accord portant la signature des représentants des organisations syndicales.

Le texte du présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail, du ministre chargé de l'agriculture, ainsi qu'au secrétariat-greffe des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions du code du travail.

Article 6

Entrée en vigueur et extension

A l'initiative de la partie la plus diligente, le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès de la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi et de la santé ainsi que de la sous-direction du travail et de l'emploi du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Il entrera en vigueur le 1^{er} mars 2011.

Fait à Paris, le 17 mars 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNFS ;
CSRCSE.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;
CSFV CFTC ;
FGA CFDT ;
FAA CFE-CGC.

ANNEXE III

Barème des rémunérations minimales annuelles garanties applicable au 1^{er} mars 2011

(En euros.)

CATÉGORIE	CLASSE	RÉMUNÉRATION MINIMALE annuelle garantie
Ouvriers, employés	1, niveau A	17 917,29
	1, niveau B	18 258,24
	2, niveau A	18 678,22
	2, niveau B	19 182,19
	3, niveau A	19 776,63
	3, niveau B	20 469,05
	4, niveau A	21 267,01
	4, niveau B	22 181,27
Agents de maîtrise, techniciens	5, niveau A	23 223,67
	5, niveau B	24 408,22
	6, niveau A	25 751,07
	6, niveau B	27 270,53
	7, niveau A	28 988,12
	7, niveau B	30 930,80
Cadres	8	33 126,52
	9	39 751,40
	10	49 689,78

Avec un salaire minimum mensuel de base de 1 379,67 € pour 152,25 heures (niveau mensuel et taux horaire non inférieurs au Smic en vigueur à la date de l'accord).

Rémunérations minimales annuelles garanties spécifiques :

- agent de maîtrise et technicien confirmé ⁽¹⁾ : 24 775,80 € ;
- ingénieur et cadre confirmé ⁽¹⁾ : 34 465,80 € ;
- cadre supérieur : 64 617 €.

Prime de panier :

- poste de 8 heures : 5,10 € ;
- poste de plus de 8 heures : 6,43 €.

Prime de vacances : 440 €.

Prime de polyvalence :

- validation de la formation la première année : 161,67 € ;
- exercice de la polyvalence la première année : 161,67 € ;
- exercice de la polyvalence les années suivantes : 323,34 €.

(1) Plus de 2 campagnes sucrières dans leur catégorie lorsqu'ils travaillent au rythme de la campagne ou plus de 2 ans dans leur catégorie dans les autres cas.

ANNEXE IV

Prime d'ancienneté annuelle au 1^{er} mars 2011

(En euros.)

CLASSE	1		2		3		4		5		6		7	
Niveau	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
≥ 3 < 6	404	423	443	462	481	501	520	540	553	582	613	643	673	703
≥ 6 < 9	808	847	885	924	963	1 002	1 040	1 079	1 105	1 165	1 225	1 286	1 346	1 407
≥ 9 < 12	1 212	1 270	1 328	1 386	1 444	1 502	1 561	1 619	1 658	1 747	1 838	1 929	2 020	2 109
≥ 12 < 15	1 616	1 693	1 771	1 848	1 926	2 003	2 081	2 158	2 209	2 331	2 451	2 571	2 692	2 813
≥ 15 ans	2 020	2 117	2 213	2 310	2 407	2 503	2 601	2 698	2 762	2 913	3 064	3 214	3 365	3 516

Pour mémoire, ce barème a été construit en respectant pour chaque début de catégorie (ouvriers, employés et agents de maîtrise, techniciens) la règle en vigueur dans la convention collective du 1^{er} octobre 1986 des 3 %, 6 %, 9 %, 12 % et 15 % pour 3, 6, 9, 12 et 15 ans d'ancienneté.

ANNEXE X

Indemnités de départ en retraite

ANCIENNETÉ	OUVRIERS, Employés	TECHNICIENS Agents de maîtrise	CADRES
0	0	0	0
1	0	0	0
2	0	0	0
3	0	0	0
4	0	0	0
5	0,85	0,85	1
6	1,1	1,1	1,2
7	1,3	1,3	1,4
8	1,55	1,55	1,6
9	1,8	1,8	1,8
10	2	2	2
11	2,15	2,2	2,2
12	2,3	2,4	2,4
13	2,45	2,6	2,6
14	2,6	2,8	2,8
15	3	3	3
16	3,15	3,2	3,2
17	3,3	3,35	3,4
18	3,45	3,5	3,6
19	3,6	3,65	3,8
20	4	4	4
21	4,1	4,15	4,2
22	4,2	4,3	4,4
23	4,3	4,45	4,6
24	4,4	4,6	4,8
25	4,75	4,75	5
26	4,85	4,9	5,2
27	4,95	5,05	5,4
28	5,05	5,2	5,6
29	5,15	5,35	5,8
30	5,5	5,5	6
31	5,6	5,7	6,2
32	5,7	5,9	6,4
33	5,8	6,1	6,6
34	5,9	6,3	6,8
35	6,25	6,5	7

ANCIENNETÉ	OUVRIERS, Employés	TECHNICIENS Agents de maîtrise	CADRES
36	6,25	6,55	7
37	6,25	6,6	7
38	6,25	6,65	7
39	6,25	6,7	7
40	6,5	6,75	7
41	6,5	6,75	7
42	6,5	6,75	7
43	6,5	6,75	7
44	6,5	6,75	7
45	6,5	6,75	7
46	6,5	6,75	7
47	6,5	6,75	7
48	6,5	6,75	7
49	6,5	6,75	7
50	6,5	6,75	7
51	6,5	6,75	7